

Sur tous les fronts !

## **Débat à la « gauche de la gauche » : quel contenu à l'unité ?**

Social : la gauche doit être « soudée » contre le gouvernement

jeudi 3 septembre 2009, par [AFP](#), [BEAGRID Assia](#), [BESANCENOT Olivier](#), [COUSTAL François](#), [DUBOZ Myriam](#), [HAYES Ingrid](#), [NPA \(comités divers\)](#), [SMIRNOFF Aurélien](#) (Date de rédaction antérieure : 31 août 2009).

Sommaire

- [Sur tous les fronts !](#)
- [Pour un front anticapitaliste](#)
- [Les hésitations du PG](#)
- [Primaires, le mirage](#)
- [Social : la gauche doit \(...\)](#)
- [Ce que vous avez manqué \(...\)](#)
- [Mobilisons-nous contre la](#)
- [Communiqué du NPA 06 : une](#)

***L'Université d'été du NPA a été l'occasion d'un débat entre différentes forces politiques de la gauche antilibérale et anticapitaliste.***

Y étaient représentés le NPA, les Alternatifs, la Fédération, le PCF, le PG, les Objecteurs de croissance et le Forum social des quartiers populaires. Intitulé « Comment riposter ensemble ? », le débat portait à la fois sur les conditions de la rentrée politique et sociale et les élections régionales. Après un bref survol des terrains sur lesquels il nous faudrait être présents ensemble, en premier lieu pour mettre un terme aux licenciements, mais aussi préparer le contre-sommet de Copenhague et la mobilisation féministe du 17 octobre, et un court échange sur la question stratégique, la discussion s'est vite centrée sur les régionales.

Le NPA a réaffirmé la position qu'il avait exposée lors des différentes rencontres bilatérales en juin et juillet : dans un contexte de déplacement à droite d'une série de forces institutionnelles, confirmé par les manœuvres entamées en vue de la constitution d'une alliance de centre-gauche, nous sommes favorables au rassemblement de toutes celles et tous ceux qui refusent cette logique mortifère, sur la base d'un contenu de rupture avec le capitalisme, en toute indépendance du PS. Cette exigence d'indépendance n'est pas une coquetterie identitaire. C'est le seul moyen de reconstruire et préserver une gauche qui ne cède pas aux mirages de l'adaptation, jusqu'à sombrer avec armes et bagages dans un scénario à l'italienne. L'alliance contractée avec Prodi, qui allait de centre droit au PC a d'abord permis de défaire Berlusconi. Puis l'espoir a laissé place au dépit vis à vis de la politique de droite effectivement menée, faisant le lit de Berlusconi II. Aucun des partis de gauche engagés dans cette galère ne s'en est remis. Dans le contexte des élections régionales, cela signifie pour nous une exigence simple et claire : si nous ne prendrons aucune responsabilité dans une victoire de la droite aux prochaines élections, qui donnerait à Nicolas Sarkozy de nouveaux leviers pour appliquer sa politique, si nous voulons mener bataille pour qu'en dépit du mode de scrutin nos électeurs soient représentés, il est hors de question de cogérer les régions avec ceux qui

ont choisi une logique d'accompagnement du système, exclu de cogérer les transports publics d'Ile de France avec Jean-Paul Huchon, de participer dans le Limousin à un exécutif qui vote des subventions à des entreprises qui aujourd'hui licencient, sans que le Conseil Régional ait le moindre moyen de récupérer ces fonds publics.

Le débat fut intéressant, même si bien des questions demeurent encore en suspens. Les Alternatifs ont affirmé la nécessité de listes indépendantes du PS au premier tour et leur refus de participer aux exécutifs régionaux à moins d'y être majoritaires. Le Parti de Gauche, moins à l'offensive qu'au mois de juin, a acté l'existence de deux projets inconciliables à gauche, et rappelé sa position au sujet de nécessaires listes indépendantes de ce qu'il appelle « l'autre gauche » au premier tour, mais n'a soufflé mot des exécutifs. Mais c'est sans doute au PCF que la question du choix stratégique est aujourd'hui posée avec le plus de force : il ne peut d'un côté expliquer qu'il refuse la logique de rassemblement de centre-gauche et faire comme si la question de l'indépendance vis-à-vis d'elle ne se posait pas aussi aux régionales, alors que ses élus ont le plus souvent à assumer le bilan des exécutifs sortants. C'est sans doute cette difficulté qui explique le décalage entre les positions de principe sur le nécessaire rassemblement de la gauche « de transformation sociale » et les aspects de défense partielle du bilan du mandat 2004-2010.

La discussion doit maintenant se poursuivre, notamment dans le cadre du groupe de travail commun proposé par le NPA en juin et à la chaleur de luttes dans lesquelles, nous l'espérons, nous nous retrouverons toutes et tous.

**Ingrid Hayes**

\* *Paru dans TEAN n°20 du 3 septembre 2009.*

---

## **Sur tous les fronts !**

***Présidé par Dominique Carrat, le meeting tenu le premier jour de l'Université d'été a constitué un moment fort. Myriam Duboz (comité exécutif) a tracé les perspectives du NPA en cette rentrée sociale et politique, avant de passer la parole à Xavier Mathieu (délégué Continental), à Omar Barghouti (campagne BDS), à Alexis Antoine (Molex), à Laurence Lyonnais (commission écologie du NPA) et à Olivier Besancenot.***

Principaux extraits de l'intervention de Myriam...

Nous voici donc à la toute première université d'été du NPA. Il y a un an, ici même, nous disions qu'il était urgent de créer un nouveau parti. Aujourd'hui, il n'a jamais été aussi vital de résister et de se battre contre le capitalisme avec ce nouvel outil qu'est le NPA. Si nous voulons peser dans le champ politique et dans le champ social, c'est parce que les attaques libérales du gouvernement vont de pair avec les stratégies des capitalistes. Aujourd'hui, pour faire repartir l'économie, le capitalisme devient « vert », la croissance devient « verte » et le développement devient « durable » ! Mais l'objectif est bien qu'une minorité continue à s'enrichir, sans s'arrêter de polluer. La stratégie est invariablement la même : faire peser un peu plus sur nous le poids de l'exploitation, continuer à engranger les profits, et pour cela l'Etat renfloue les banques et les entreprises avec de l'argent public. Cette crise, les femmes, les populations des quartiers populaires et les jeunes sont les premiers à la payer. C'est l'ensemble du monde du travail qui est attaqué : licenciements en

masse, explosion du chômage, privatisation - et, à terme - disparition d'une large partie des services publics, intensification du travail... Cette crise, en plus d'en détruire, a des répercussions sur l'ensemble des emplois existants, sur nos droits, sur nos salaires, nos conditions de vie, nos retraites.

[...]

En cette rentrée, le NPA devra donc être sur plusieurs fronts : campagne pour l'emploi et contre les licenciements, campagnes unitaires pour les droits des femmes (notamment la manifestation nationale du 17 octobre), mobilisation contre les menaces que le capitalisme fait peser sur la planète (préparation du contre-sommet de Copenhague sur le réchauffement climatique en décembre prochain), campagnes contre la précarité et contre la répression (initiative « Police, Personne ne bouge ?! »), etc. Mais aussi, préparation des élections régionales. Car si nous avons choisi de créer un parti politique, c'est bien pour peser en politique, proposer un programme clairement anticapitaliste et donner la perspective d'une organisation sociale bien différente, en rupture avec le système actuel ! Nous le savons : nos conditions de vie comme la qualité de notre environnement sont directement liés aux choix politiques dictés par le capitalisme. Or le capitalisme n'est pas la seule forme d'organisation possible. Nous portons donc la possibilité de voir se réaliser un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle. [...]

Pour les élections régionales nous allons décider ensemble du contenu de notre campagne, faire le bilan de la gestion des 22 régions, dont 20 par le Parti socialiste auquel sont associés, dans un grand nombre de cas, le Parti communiste et les Verts.

Clairement, nous nous adressons à Lutte ouvrière, aux Alternatifs, aux Alterekolos, à la Fédération, au Parti de gauche et au Parti communiste. Mais l'unité doit avoir un contenu : un programme anticapitaliste, et en aucun cas un programme de relance, d'aménagement ou de moralisation du capitalisme.

[...]

Organiser la résistance, c'est renforcer la solidarité avec les luttes contre les licenciements et les fermetures d'entreprises et construire la perspective d'une manifestation nationale à l'initiative d'entreprises en lutte, pour que des initiatives convergentes émergent des grèves contre les licenciements et pas seulement des luttes défensives entreprise par entreprise. Pour porter efficacement cette campagne pour des emplois stables et bien rémunérés pour toutes et tous, nous proposons à toutes les forces de gauche - partis, syndicats, associations, collectifs - d'en être parties prenantes. L'appel unitaire pour des marches contre le chômage et la précarité doit se concrétiser, partout où cela est possible.

Enfin, nous défendrons le projet d'une autre société, directement en lien avec ce pour quoi nous nous battons au quotidien : choisir de produire et de travailler en fonction de nos besoins. Et ça change tout !

*\* Paru dans TEAN n°20 du 3 septembre 2009.*

---

## **Pour un front anticapitaliste durable !**

***Lors du meeting d'ouverture de l'université d'été, dimanche 23 août, Olivier Besancenot a dressé le bilan des six premiers mois du NPA et de la situation sociale en France, concluant sur les actions futures à mener. Extraits choisis.***

Nous fêtons les six mois du parti. C'est le moment de dresser le bilan, avec le plus de lucidité possible. Nous sommes dans une situation particulière, celle de la crise et d'un gouvernement UMP qui mène la même politique agressive, revancharde, profitant de l'été pour s'attaquer à des sujets aussi importants que le travail du dimanche ou la privatisation de la Poste.

Le système capitaliste est toujours en crise. Cette crise est globale, sociale, économique, environnementale. Même dans le scénario le plus optimiste, on nous dit que ça ira mieux, au minimum, dans deux ans, mais que les effets sociaux de la crise, eux, vont durer beaucoup plus longtemps : pauvreté, précarité, conditions de travail qui se dégradent, licenciements en cascade, retraités qui touchent le minimum vieillesse, jeunes qui poursuivent leurs études, chômage. A la crise s'ajoutent les propres choix politiques du gouvernement. En faisant des cadeaux fiscaux aux plus riches, l'Etat se prive délibérément de recettes publiques. Il y a une minorité de capitalistes qu'on taxe toujours moins, qu'on subventionne toujours plus et à qui l'Etat emprunte pour rembourser la dette. Ils se retrouvent, du coup, en position de force.

En six mois, le rapport de force s'est dégradé, malgré les luttes sociales et l'échec du capitalisme. La droite en est sortie gagnante aux élections européennes. Les manifestations étalées n'ont pas aidé à la convergence des luttes. Mais le cycle de lutte, initié en janvier, n'est pas refermé. Des combats ont payé (SBFM, Rencast) et d'autres ont affiché leur dignité (Continental). Ces résistances sont à inscrire dans le cycle long des effets sociaux de la crise économique. L'objectif de la droite est de briser durablement le mouvement social. Voilà ce qui donne une idée de ce qui devrait être l'objectif de toute la gauche : syndicats, partis, associations.

Le NPA est un processus qui doit s'élargir. Nous apprenons au fur et à mesure, parce que nous ne sommes pas des politiciens professionnels, et nous le revendiquons.

Le NPA a besoin de plus de constance militante et de conscience politique. Le rapport de force se dégradant, les gens ont encore plus besoin de nous.

Les coalitions de centre-gauche créent beaucoup de désillusions, comme en Italie. Face à cette union de centre-gauche, il faut un front anticapitaliste durable. Pour battre Sarkozy en 2012, il faut combattre sa politique maintenant, tous ensemble, la gauche sociale et la gauche politique. On revendique de militer aussi sur les questions sociales et de contester cette séparation arbitraire qui voudrait que les syndicats ne s'occupent que de la rue et que les partis ne s'occupent que des institutions.

Le NPA n'intervient pas qu'en cas de grève générale ou d'élections, mais agit au quotidien, pour rendre plus facile la transformation révolutionnaire de la société. Nous devons rassembler nos sympathisants, participer à renforcer tout espace solidaire et démocratique. Cela impose une constance dans nos propres rangs. L'un des enjeux de l'université d'été est de rendre notre collectif politique national à l'image de notre organisation. On reproduit parfois, malgré nous, la division de la société. Nous devons rendre l'implication militante plus visible dans nos portes-parole.

Le NPA est une contribution à la renaissance d'une conscience de classe. Il regroupe celles et ceux qui pensent que cette classe pourrait exister pour elle-même, dans une société démocratique. Il faut rendre notre projet politique plus visible, montrer la cohérence et la logique qui relie chacune de

nos propositions. Nos revendications ne concernent pas que les salariés, mais tout le monde : interdiction des licenciements, nouveaux emplois dans les services publics, réduction du temps de travail, augmentation de tous les revenus de 300 euros, interdiction du cumul des mandats, régularisation de tous les sans-papiers, contrôle des moyens de production par la population, etc. Notre projet de société, c'est une société égalitaire, sans rapport de dominance, en harmonie avec l'environnement, sans discriminations sexistes, racistes, sexuelles.

L'objectif de cette rentrée est d'appeler l'ensemble du mouvement ouvrier à entrer en résistance, appeler le NPA à militer pour faire état de nos propositions pour sortir de la crise et continuer à lancer cet appel à la dignité.

### **Propos retranscrits par Gilles Pagaille**

\* Paru dans TEAN n°20 du 3 septembre 2009.

Intervention disponible en entier sur [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

---

## **Les hésitations du PG**

***La réunion de Marseille, qui a réuni des têtes d'affiche socialistes, verts et Modem comme la décision d'aller vers des « primaires ouvertes », accélère encore l'urgence d'un positionnement unitaire, clair et efficace des partis qui se réclament de l'anticapitalisme.***

La position du NPA n'a pas varié depuis le mois de juin, en faveur d'une unité durable de ces forces, ancrée dans les luttes et contribuant à affaiblir Sarkozy et le Medef, clairement indépendante du PS. Celle du PC apparaît hésitante et, il faut bien le dire, préoccupante quand on lit, sous la plume d'Olivier Dartigolles, que le parti est ouvert « aussi bien au NPA qu'au PS ».

Jean-Luc Mélenchon paraît lui aussi hésiter désormais, en partie sur les positions actées en juin par le PG. Il s'en est pris, sans raison, à une supposée fermeture du NPA et, surtout, semble peu enclin à reprendre certains éléments qui, en juin, paraissaient acquis, mais qui, bien entendu, posaient et poseront problème au PCF.

Dans un entretien à *l'Humanité*, il se déclare en faveur d'une unité durable, laquelle, au-delà des Régionales, irait jusqu'à la Présidentielle et les Législatives de 2012. Sur le principe de la durabilité, il rejoint ainsi une préoccupation constante émise par le NPA dès janvier dernier, et on ne peut que s'en féliciter. En revanche, les bases sur lesquelles se bâtirait ce front sont pour l'instant singulièrement abstraites : répartition des richesses, programmation sociale et écologique, refondation républicaine, une seule étant nette, la sortie du traité de Lisbonne. Peut-être que les groupes de travail décidés en commun permettront de clarifier les contenus effectifs, mais on voit mal comment on pourrait ne pas discuter de la constitution d'un service public bancaire unique, du niveau des revenus (avec un SMIC à 1500 net), de l'interdiction des licenciements, de celle du nucléaire, de la régularisation de tous les sans papiers...

Surtout, un tel front aurait peu de vertus s'il n'était qu'un simple regroupement électoral. Si l'unité n'est pas ancrée dans les luttes, elle sera difficile à construire. Dans ce cadre, devrait être affirmée la volonté de contribuer à bâtir, avec tout le mouvement social, une mobilisation d'ensemble, comme

le LKP en a donné l'exemple.

Au niveau purement électoral, des questions se posent, au regard des dernières déclarations du fondateur du PG. Rejette-t-il toujours fermement des listes à géométrie variable ? Ou envisage-t-il des choix différenciés, en particulier selon ceux du PC ? Fait-il toujours de la présence du Modem, au premier ou au second tour, un motif de rupture ? Le PG ira-t-il dans les exécutifs sous direction socialiste (pour le coup, cette dernière question n'est pas nouvelle, mais il faudra bien la trancher) ?

Mélenchon affirme que l'évolution du PS rend plus nécessaire encore le regroupement de « l'autre gauche ». C'est ce que nous disons avec nos termes, quand nous nous battons pour une unité durable, dans les luttes et les urnes. Mais à quoi servirait celle-ci si, en définitive, elle finissait dans les bras d'un PS, qui plus est converti au centre-gauche ? L'indépendance vis-à-vis de ce parti n'est pas une tocade du NPA : c'est la condition même de la possibilité que le peuple de gauche et les travailleurs disposent d'une alternative fiable, crédible, durable.

### **Assia Béagrid**

*\* Paru dans TEAN n°20 du 3 septembre 2009.*

---

## **Primaires, le mirage**

Ainsi, l'Université d'été du PS marquerait le début de sa rénovation... Le ralliement de la direction socialiste - à commencer par Martine Aubry - au principe des « primaires ouvertes » pour désigner le candidat à la présidentielle de 2012 serait le point de départ de la reconquête... Est-ce si sûr ?

Cette affaire des primaires constitue une nouvelle étape dans l'adaptation du Parti socialiste au présidentielisme et à la logique des institutions de la V<sup>e</sup> République. C'est désormais chose entendue : l'élection présidentielle serait l'alpha et l'oméga de la vie politique et les partis condamnés à n'être que des « écuries » présidentielles.

Ainsi, la rentrée du PS ne se fait évidemment pas sur la riposte politique et sociale à Sarkozy. Mais, malgré toutes les déclarations vertueuses de sa direction, elle ne se fait pas non plus sur l'élaboration du « projet » socialiste censé redynamiser la gauche. Cette tâche, périodiquement annoncée, est à nouveau sacrifiée : la discussion sur le mécanisme de désignation du candidat (ou de la candidate) prend le pas sur toute autre considération.

Autre sujet central pour les socialistes : la question des alliances. En clair : l'ouverture à François Bayrou et au Modem. Vincent Peillon a ouvert le bal, rassemblant en une touchante photo de famille Daniel Cohn-Bendit, Marielle de Sarnez et Robert Hue. Bien sûr, quelques éminences socialistes ont protesté. Et Martine Aubry a renâclé. Mais, à la mairie de Lille, elle-même a fait alliance... avec le Modem ! La tentation est chaque jour plus forte. Assez logiquement : le PS ayant renoncé à combattre les institutions antidémocratiques et ayant renoncé à proposer un projet politique s'opposant sur le fond à la gestion sarkozienne du capitalisme et de sa crise, pour revenir aux affaires, il tente de rassembler une hypothétique majorité électorale sur la base d'un contenu ne fâchant pas les centristes.

Disons-le franchement : une telle perspective, par ailleurs aléatoire, est totalement étrangère à la

défense des intérêts du monde du travail.

**François Coustal**

\* *Paru dans TEAN n°20 du 3 septembre 2009 en éditorial.*

---

## **Social : la gauche doit être « soudée » contre le gouvernement**

PARIS, 31 août 2009 (AFP) - Olivier Besancenot (NPA), qui refuse « *la maison commune* » de Martine Aubry, a souhaité lundi que la gauche soit « *soudée pour faire en sorte d'infliger des défaites sociales* » au gouvernement.

Il a demandé à tous les partis de gauche de « *répondre présent* » pour l'« *unité d'action* ». « *J'espère que le PS va sortir de ses débats internes et répondre présent aux propositions d'unité d'action qu'on fait à toute la gauche, au PS, au PCF, à l'ensemble des forces sociales, syndicales pour résister ensemble face à la droite* », a déclaré le porte-parole du NPA sur France 2. « *On n'est pas d'accord sur les propositions politiques qu'on nous propose à gauche. En revanche, on devrait être soudé pour faire en sorte d'infliger des défaites sociales à ce gouvernement comme on a pu connaître au moment du contrat première embauche (CPE) sous Dominique de Villepin* », a-t-il ajouté.

Sur la maison commune proposée par Martine Aubry aux partis de gauche, à l'exception du NPA, « *on passe notre tour* », a affirmé M. Besancenot, déplorant « *l'union inédite de centre gauche qui verra peut-être le jour dans quelques mois, quelques années* » avec François Bayrou (MoDem) et Daniel Cohn-Bendit (Europe-Ecologie).

Le NPA « *propose une autre perspective unitaire* » : un « *rassemblement de toutes les forces anticapitalistes* » qui soit « *durable* », selon lui. Après l'échec unitaire aux européennes où le NPA est parti seul, se faisant distancer par le Front de gauche PCF-Parti de gauche, « *les discussions redémarrent* », « *on va vraiment essayer* » pour les régionales et après, assure M. Besancenot.

Demandant de la « *cohérence entre ce qu'on fait au quotidien et ce qu'on peut éventuellement voter dans les conseils régionaux* », il estime qu'il ne « *peut pas y avoir de fusion politique avec le PS* ».

jud/cgd/luc

**AFP**

---

## **Ce que vous avez manqué pendant l'été**

***Même au cœur de l'été, Sarkozy et ses sbires nous ont gratifiés de quelques « réformes » et annonces. Résumé des épisodes que vous avez pu manquer.***

L'Assemblée nationale a approuvé, le 21 juillet, un texte relatif à la formation professionnelle. On en retiendra la création d'un fonds unique, chargé de récupérer une partie des crédits collectés au niveau régional, afin de les utiliser pour le financement de priorités définies au niveau national. Une manière courante de travestir le désengagement financier de l'Etat. De la même manière, plutôt que d'ouvrir les écoles de la deuxième chance aux 16-18 ans, il aurait été plus pertinent de donner les moyens à l'Education nationale de remplir correctement sa mission.

Toujours à l'Assemblée, le même jour, la loi Bachelot sur l'hôpital a été adoptée. Hormis de légères concessions aux médecins sur la gouvernance de l'hôpital, presque rien n'a évolué depuis le projet initial, malgré l'importante mobilisation du secteur.

Tout ça n'est déjà pas très enthousiasmant, mais c'est pourtant dans la préparation des contre-réformes à venir que le gouvernement a été le plus performant.

Christine Lagarde donne le ton le 17 août, en affirmant que le manque à gagner pour l'Etat lié à la réforme de la taxe professionnelle pourrait être compensé en partie par les recettes de la future « taxe carbone ». Mais en voilà une bonne idée ! Compenser une taxe patronale par une taxe payée par les ménages. C'est à la mode en ce moment, à plus grande échelle, ils appellent ça le plan de relance.

Le Conseil des ministres du 29 juillet a abordé la question de l'avenir de la Poste. Le texte gouvernemental prévoit que l'entreprise prendra la forme juridique d'une société anonyme au 1<sup>er</sup> janvier 2010. La totalité du capital social sera détenue par l'Etat ou par des personnes morales appartenant au secteur public, à l'exception de la part détenue par le personnel de l'entreprise. On commence à connaître la chanson, elle se termine toujours de la même façon : en privatisation.

Comme ils étaient en forme avant de partir en vacances, nos ministres préférés ont abordé, le même jour, la question de la « répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés », en gros, la réforme de la carte électorale. Ils projettent de supprimer et recréer 33 circonscriptions, dont 22 dans quinze départements métropolitains et trois collectivités d'outre-mer, et onze pour les Français de l'étranger. De nombreuses autres circonscriptions verront simplement leurs frontières modifiées. Les projets de lois correspondants ont été confirmés le 25 août, à peine les ministres rentrés de vacances. Bien entendu, on se doute que tout cela a été préparé le plus objectivement possible et que personne n'a cherché à créer un rapport démographique favorable pour l'UMP dans ce redécoupage...

Si vous ne saviez pas quoi faire à la rentrée, voilà autant de bonnes raisons de lutter et de se mobiliser.

**Aurélien Smirnoff**

---

## **Mobilisons-nous contre la venue de Sarkozy à Flers (Orne) !**

Sarkozy, c'est une politique anti-sociale qui aggrave toujours encore un peu plus les conditions de vie de millions de personnes, qui renforce les inégalités...

C'est la casse des services publics de santé avec la loi Bachelot, de l'éducation avec la suppression

de plus de 13 500 postes à la rentrée, la privatisation de La Poste, ce sont les attaques contre les retraites et le Code du travail, les violences policières contre les immigrés, les salariés etc...

Alors honte à cette gauche qui, de la Ville de Flers au conseil régional va s'acoquiner avec la droite du conseil général pour dérouler le tapis rouge à Sarkozy lors de son show médiatique de rentrée le 3 septembre à Flers !

Le secteur équipementier est la cible privilégiée des spéculations boursières sur le dos des salariés que l'on jette après les avoir pressés comme des citrons. C'est le cas de Faurécia qui a décidé de supprimer plus de 1 200 emplois sur la période 2 009/2 011, sur 9 sites du groupe. Sur Flers, Faurécia a bénéficié de nombreuses aides financières, les collectivités ont subventionné la construction d'une usine nouvelle, et tout cet argent public, NOTRE argent s'est soldé par 260 suppressions d'emplois et le renvoi de centaines d'intérimaires durant plusieurs mois.

Nous ne participerons pas à cette union sacrée PS/UMP qui veut faire oublier que la crise aujourd'hui, avec ses milliers de licenciements, c'est leur crise, la crise du capitalisme !

L'urgence, c'est la convergence de tous les secteurs en lutte pour construire une contre-offensive face au gouvernement Sarkozy, face à cette droite arrogante, afin de construire une alternative anti-capitaliste et écologiste pour l'emploi et contre la précarité, pour exiger, entre autre, l'interdiction des licenciements, l'ouverture des livres de compte et l'augmentation des salaires. Ce n'est pas à nous de payer leur crise !

### **Nouveau Parti Anticapitaliste Alençon**

*Le NPA organise des départs groupés depuis Alençon, RV à 16h30, place Foch.*

---

## **Communiqué du NPA 06 : une campagne unitaire sur Nice**

A Nice, la saison estivale a été marquée par deux luttes majeures : la grève des postiers et le mouvement de défense des sans papiers.

C'est dans ce climat tendu que des élections cantonales seront organisées les 6 et 13 septembre dans le 6<sup>e</sup> canton ( suite à l'invalidation du conseiller général de droite). L'association NICEA (Nice Citoyenne Et Altermondialiste) créée pour les élections municipales de 2008 par l'ex-LCR, les Alternatifs et des militants associatifs, pensait se présenter. On aurait donc retrouvé deux candidatures à la gauche de la gauche : celle de NICEA où l'on retrouve les militants du NPA et celle du Front de gauche.

Mais dans un tel contexte de lutte, les militants NPA ont porté l'idée d'une candidature unitaire à la gauche de la gauche. Après plusieurs rencontres, un programme et une candidature unitaire ont vu le jour avec Emmanuelle Gaziello conseillère municipale PCF et comme suppléant Olivier Sillam, syndicaliste et militant NPA.

Organisée en pleine rentrée, avec une campagne menée à la fin du mois d'août, on peut craindre une abstention importante. Prévu initialement les 13 et 20 septembre, le scrutin a été précipitamment avancé. Mais le préfet aux ordres de Sarkozy et de son poulain local Estrosi (aussi

ministre de l'industrie) s'est peut-être rendu compte que les impôts locaux en augmentation de 15% tomberaient en plein milieu de l'élection !

Le 6<sup>e</sup> canton de Nice regroupe à la fois le quartier huppé de Cimiez mais aussi le quartier populaire de Pasteur où nous avons notre permanence électorale. La campagne montre une certaine dynamique d'autant que nous sommes les seuls à présenter un profil unitaire, PS et Verts se présentant séparément.

D'autant que ces dernières semaines, nos positions se sont rapprochées, le PCF semblant rompre avec sa politique d'union avec le PS au plan local. Quand au PG et aux Alternatifs nos positions semblent assez proches.

C'est un premier jalon dans la perspective d'autres campagnes unitaires, régionales peut-être mais aussi à notre échelle locale aux prochaines municipales (le PCF s'était présenté avec le PS en 2008).

Le NPA Nice.

---